



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 AVRIL 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1235

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douze avril 1904, de nommer M. Elie Maitais, bourgeois, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, dans le comté de Charlevoix, shérif du district de Saguenay. 1453

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douze avril 1904, de nommer M. Joseph Desrosiers, charron, de Sandy Bay, dans le comté de Matane, greffier de la cour de magistrat, pour le comté de Matane, à l'Assomption de Notre-Dame de Sandy Bay. 1443

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onze avril 1904, de nommer M. Paul Tourigny, de Victoriaville, député à l'Assemblée législative de Québec, membre du conseil d'agriculture. 1445

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd APRIL, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1236

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth April, 1904, to appoint Mr. Elie Maitais, bourgeois, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, in the county of Charlevoix, sheriff of the district of Saguenay. 1454

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth April, 1904, to appoint Mr. Joseph Desrosiers, wheelwright, of Sandy Bay, in the county of Matane, clerk of magistrate's court, for the county of Matane, at l'Assomption of Notre-Dame of Sandy Bay. 1443

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh of April, 1904, to appoint Mr. Paul Tourigny, of Victoriaville, a member for Quebec Legislative Assembly, member of the council of agriculture. 1445

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 14 avril courant, 1904, de nommer M. Dominique Duval à la charge de commissaire d'écoles, pour la municipalité de Saint-Jean Port Joli, comté de l'Islet, en remplacement de M. Octave Dubé, qui ne réside plus dans les limites de la municipalité.
1451

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treize avril 1904, de nommer M. John Morell Mackenzie Duff, de la cité de Montréal, membre du conseil des Arts et Manufactures de la province de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seize avril 1904, de nommer M. René Pamphile Lemay, architecte, de la cité de Québec, membre du conseil des Arts et Manufactures de la province de Québec.
1463

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du quinze avril 1904, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Beauce, MM. David Routhier, marchand, James O'Farrell (fils de Patrick), Joseph Beableard, sr, et Michael Hayes, ces trois derniers cultivateurs, tous de la paroisse de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester.
1461

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du douze juillet 1897, pour la paroisse de Saint-Raphaël, dans le comté de Bellechasse, et de nommer par commission en date du quinze avril 1904, MM. André Boissonnault, Joseph Fiset, rentiers, François Morin, cultivateur, Elzéar Leclerc, tanneur, Charles Lemieux, cultivateur, et George Roy, forgeron, de Saint-Raphaël, commissaires de la dite cour.
1465

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en conseil, de nommer Conseil du Roi, par commission, sous le grand Sceau de la province, M. Peter Samuel George Mackenzie, de la cité de Richmond, section de Saint-François.
1457

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que
Procureur Général. } dans et par un
acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la
Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th April instant, 1904, to appoint Mr. Dominique Duval school commissioner for the municipality of Saint Jean Port Joli, county of l'Islet, to replace Mr. Octave Dubé, who has left the limits of the municipality.
1452

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated thirteenth April, 1904, to appoint Mr. John Morell Mackenzie Duff, of the city of Montreal, a member of the council of Arts and Manufactures of the province of Quebec.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated sixteenth April, 1904, to appoint Mr. René Pamphile Lemay, architect, of the city of Quebec, a member of the council of Arts and Manufactures of the province of Quebec.
1464

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated 15th April, 1904, to associate to the commission of the peace for the district of Beauce, Messrs. David Routhier, merchant, James O'Farrell (son of Patrick), Joseph Beableard, sr., and Michael Hayes, the three latter farmers, all of the parish of Saint Malachie, county of Dorchester.
1462

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the twelfth July, 1897, for the parish of Saint Raphaël, in the county of Bellechasse, and by commission dated the fifteenth April, 1904, to appoint Messrs. André Boissonnault, Joseph Fiset, burgesses, François Morin, farmer, Elzéar Leclerc, tanner, Charles Lemieux, farmer, and George Roy, blacksmith, of Saint Raphaël, commissioners of the said court.
1466

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased, to appoint King's Council, by commission under the great Seal of the province, Mr. Peter Samuel George Mackenzie, of the city of Richmond, section of Saint Francis.
1458

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, in and
Attorney General. } by an act of the
Parliament of Our United Kingdom of Great Bri-
tain and Ireland, made and passed in the thirtieth

trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ; " Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de PONTIAC, dans le district d'OTTAWA, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton GUERIN.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton GUERIN, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de PONTIAC, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable S. N. Parent, Notre Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Guerin situé dans le comté de Pontiac, sur la rive nord de la Rivière des Quinze, est borné au nord par les terres vacantes de la Couronne ; à l'est par le Lac des Quinze ; au sud par la rivière des Quinze, et à l'ouest par la Réserve des Sauvages de Témiscamingue ; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant de la borne plantée en 1896 par G. C. Rainboth, esq., A. G., à l'angle sud-est de la dite Réserve, sur la rive nord de la rivière des Quinze, la limite est de la dite Réserve tel qu'établie par le dit arpenteur G. C. Rainboth, sur la course nord cinq minutes et quarante et une secondes est (N. O° 05' 41" E) astronomique et sur une longueur de dix milles, quarante-quatre chaînes et cinquante-cinq chaînons (10 m 44 chs. 55 chaînons), plus ou moins, jusqu'à la borne plantée par le même arpenteur, à l'angle nord-est de la dite Réserve ; de cette borne, une ligne droite suivant la direction de l'est astronomique et sur une longueur de six cent quatre-vingt-quatre (684) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive ouest du Lac des Quinze ; de là, dans une direction générale sud, cette dernière rive jusqu'à la rivière des Quinze, puis la rive nord de cette rivière, dans une direction générale ouest, jusqu'au point de départ. Toutes les îles et la partie de la Grande Ile de la Rivière des Quinze, situées à l'est d'un prolongement de la ligne séparative des cantons Guignes et Baby sont comprises dans le territoire du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité y compris les dites îles, a une superficie d'environ cinquante-huit milles (58,000) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres, Mines et Pêcheries.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTIEME jour du mois d'AVRIL courant, un canton sous le nom de canton GUERIN, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton GUERIN, comme susdit.

year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : " An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith, " it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; " And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of PONTIAC, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township of GUERIN

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township of GUERIN, the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of PONTIAC, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable S. N. Parent, Our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township of Guerin situate in the county of Pontiac, on the north bank of the Rivière des Quinze, is bounded on the north by the vacant lands of the crown ; on the east by the Lac des Quinze ; on the south by the Rivière des Quinze, and on the west by the Temiscamingue Indian reserve ; its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting from the boundary planted in 1896 by G. C. Rainboth, esq., P. S. S., at the south east angle of the said reservation, on the north bank of the Rivière des Quinze, the eastern boundary of the said reservation as established by the said surveyor G. C. Rainboth, in a northerly direction five minutes and forty one seconds east (No. O° 05' 41" E), astronomically and a distance of ten miles, forty four chains and fifty five links (10 m. 44 chs. 55 lks.,) more or less, to the boundary planted by the same surveyor to the north east angle of the said reservation ; from that boundary in a straight line following an easterly direction astronomically and a distance of six hundred and eighty four (684) chains, more or less, to the western shore of Lac des Quinze ; thence, in a western direction generally to the point of departure. All the islands and part of Grande Ile, in the Rivière des Quinze, situate to the east of the prolongation of the division line between the township of Guignes and Baby are comprised within the territory of the said township.

The said territory so bounded, the said islands included, has an area of about fifty-eight thousand (58,000) acres, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report ; and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands, Mines and Fisheries.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of APRIL instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of APRIL instant, a township under the name of the township of GUERIN, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township of GUERIN, as aforesaid.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1467

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Denonville.

½ N. E. du lot 8, et ½ S. O. du lot 9 du 5e rang, à Thadée Bérubé.

Canton Bagot.

½ S. O. du lot 21 du 1er rang, à Dame Zoé Mailloux, veuve Ths. Hudon.

Canton Simard.

Lot 4 du 3e rang, à Ths. Coulombe.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 23 avril 1904.

1499

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quinze avril 1904, incorporant MM. Elisée Demers, agent d'affaires, Joseph Philippe Demers, commerçant de bois, tous deux de l'endroit appelé Aston, dans le comté de Nicolet, Wilfrid Demers, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sylvere, Philippe Deneri Forest, propriétaire de moulins, de la paroisse de Saint-Wenceslas, et Armand Gabriel Auger, commerçant de bois, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir: Acquérir, acheter, louer et posséder à quelque titre légal que ce soit, et exploiter des terres, limites à bois, droits de coupe, immeubles, meubles, droits sur immeubles, pouvoirs d'eau, droits et privilèges sur ces pouvoirs, moulins à scie, manufactures et bâtiments requis pour la mise en opération, l'exploitation de leurs industries et l'exercice de leurs commerces;

Construire, établir des moulins, manufactures et bâtiments requis comme dit ci-dessus; disposer des biens meubles et immeubles possédés comme dit ci-dessus; manufacturer, acheter et vendre du bois, des billots, des traverses de chemin de fer, du bois de corde, du bois de pulpe, de la pulpe, du papier, du bardeau et tous autres objets en bois et d'une

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS

A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1468

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Township Denonville.

N. E. ½ of lot 8, and S. W. ½ of lot 9 of 5th range, to Thadée Bérubé.

Township Bagot.

S. W. ½ of lot 21 of 1st range, to Dame Zoé Mailloux, widow Ths. Hudon.

Township Simard.

Lot 4 of 3rd range, to Ths. Coulombe.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries,
Québec, 23 avril 1904.

1500

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1904, incorporating Messrs Elisée Demers, business agent, Joseph Philippe Demers, lumber merchant, both of the place called Aston, in the county of Nicolet, Wilfrid Demers, farmer, of the parish of Saint-Sylvere, Philippe Deneri Forest, millowner, of the parish of Saint-Wenceslas, Armand Gabriel Auger, lumber merchant, of the city of Quebec, for the following purposes, to wit: To acquire, buy, lease and possess by any legal title whatsoever and operate lands, timber limits, right of cutting timber, immovables, moveables, rights in immovables, water-powers and water-power privileges, saw-mills, factories and buildings required for the operation and exploitation of their industries and the carrying on of their business.

To construct and establish mills, factories and buildings required as above stated; to dispose of moveables and immovables possessed as above stated; to manufacture, buy and sell lumber, logs, ties, cord wood, pulp wood, pulp, paper, shingles and all other articles in wood and generally all products of the lumber industry; to acquire, buy,

manière générale, tous produits de l'industrie du bois ; acquérir, acheter, louer, posséder, construire et établir des établissements d'électricité et tous les travaux s'y rattachant ; des chemins de fer pour les fins de leur commerce et de leurs industries et mettre les dits chemins de fer en opération et les exploiter pour les dits fins et aussi de tramways sur les propriétés appartenant à la dite compagnie, des bateaux-à-vapeur et autres, des jetées, des barrages, des quais et autres ouvrages hydrauliques ; produire, d'employer, de louer et de vendre l'éclairage électrique, le chauffage et tous pouvoirs artificiels ; louer et vendre des pouvoirs d'eau et pouvoirs à vapeur pour la production de l'électricité du chauffage, de l'éclairage et pour tous autres objets ; faire commerce général, acheter et vendre des produits et des marchandises quelconques, et faire en général les affaires de commerçants et marchands, sous le nom de "The Charlevoix Lumber Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux (200) cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-huitième jour d'avril 1904.

AMD. ROBITAILLE,

1455 Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une société sous le nom de "The Galician Benevolent Association," dans le but de se mettre en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et en tout cas de décès de leurs membres, de leurs veuves et orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 20e jour d'avril 1904.

Le principal bureau de la société sera dans la cité de Montréal.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

Québec, 20 avril 1904.

1477

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis d Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, igne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de a demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

lease, possess, construct and establish electric works and all works connected therewith ; railways for the purposes of their business and industries, and to operate the said railways for the said purposes, as well as tramways on the properties belonging to the said company ; steam and other boats ; piers, dams, wharves and other hydraulic works ; to produce, use, lease and sell electric light, heat and all artificial powers ; to lease and sell water power and steam power for the production of electricity, heat, lighting and for all other purposes ; to carry on a general trade, buy and sell products and merchandise of all kinds and generally to carry on the business of traders and merchants, under the name of "The Charlevoix Lumber Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two (200) hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighth day of April, 1904.

AMD. ROBITAILLE,

1456 Provincial Secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association, under the name of "The Galician Benevolent Association," for making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and in any case of the death of their members, their widows and orphans or legal representatives, has been authorized by order in council, dated the 20th of April, 1904.

The head office of the association is at Montreal.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

Quebec, 20th April, 1904.

1478

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both langua-

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment ces parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1233

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne

(ges) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1234

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the

télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer,

construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, ande, or other like work granting of a right of Ferry ; the incorporation by particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways,

chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville donne avis quelle s'adressera à la législature pendant la présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte et entr'autres réorganiser le bureau de direction prolonger le délai pour la complétion de son chemin, et autres amendements.

1385-2 EUGENE LAFONTAINE,
Avocat et procureur de la compagnie.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, par James Quinn, Joseph Edward Quinn et Rose Ann Quinn, épouse de James Lonergan, tous de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de leur mère Susan McVey, aux fins d'obtenir le pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer les immeubles de la succession et de valider les hypothèques existantes et pour obtenir des pouvoirs plus étendus pour l'administration des biens de la succession.

1285-4 LAURENDEAU & BAZIN,
Procureurs des requérants.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la cité de Sherbrooke, et pourvoir qu'à l'avenir tous les règlements qui ont besoin de l'approbation des électeurs qui sont propriétaires d'immeubles, seront ainsi approuvés par la majorité en nombre, et que la majorité en valeur ne sera plus requise, et aussi pourvoir à ce que le vote pris pour l'approbation ou désapprobation du règlement soit fait au scrutin, et pourvoir à la procédure pour prendre le vote.

BROWN & MACDONALD,
Procureurs des requérants.
Daté, 30 mars 1904. 1295-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Charlemagne Traction and Power Company", avec pouvoir de construire un système de chemin de fer électrique communiquant avec toutes les paroisses et municipalités des comtés de Terrebonne, Montcalm, L'Assomption et Berthier; acquérir, développer et travailler les pouvoirs d'eau dans les limites des dits comtés; faire des conventions avec toute compagnie de chemin de fer ou tramway pour le loyer, l'acquisition et la mise en opération de l'entreprise de la compagnie, ainsi que louer, acquérir et mettre en opération l'entreprise de toute autre compagnie de chemin de fer ou tramway; émettre du stock préférentiel et obligations de première hypothèque, et de faire et exécuter tous les autres actes et choses nécessaires pour l'établissement et la mise en opération de l'entreprise de la compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
HENEKER & MITCHELL,
Procureurs des requérants,
Montréal, 30 mars 1904. 1289-4

Avis est par le présent donné que Hugh Montague Allan, de Montréal, propriétaire de navires, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi changeant la date des élections municipales dans le village de Saint-Georges de Cacouna, dans le comté de Témiscouata, et pour autres fins se rapportant à ces élections.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Procureurs du requérant.
Montréal, 15 mars 1904. 1197-5

Applications to the Legislature

The Napierville Junction Railway Company gives notice that it will apply to the Legislature during the present session, to obtain amendments to its charter, amongst others to reorganize the board of directors, and extend the delay for the completion of its line, and for other purposes.

1386 EUGENE LAFONTAINE,
Advocate and attorney of the company.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its present session by James Quinn, Joseph Edward Quinn and Rose Ann Quinn, wife of James Lonergan, all of Montreal, in their capacity of testamentary executors of their late mother Susan McVey, in order to obtain the power of borrowing money and for such purposes consent mortgages upon the immovables of the estate, and to ratify some mortgages actually existing, and to obtain some additional powers concerning the administration of the estate.

1286 LAURENDEAU & BAZIN,
Solicitors for the applicants.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its present session, for an act to amend the charter of the city of Sherbrooke, and to provide that in future all by laws which need the approval of the electors who are owners of real estate, shall be so approved by the majority in number, and that the majority in value shall no longer be required, and also to provide that the vote taken for the approval or disapproval of the by-law shall be had by ballot, and to provide the procedure for taking the vote.

BROWN & MACDONALD,
Attorneys for applicants.
Daté, 30th March, 1904. 1295

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the present session, hereof for an act to incorporate the "Charlemagne Traction and Power Company", with power to construct a system of electric railway connecting all the parishes and municipalities in the counties of Terrebonne, Montcalm, L'Assomption and Berthier; to acquire, develop, and work water-powers within the limits of the said counties; to make agreements with any railway or tramway company for the leasing, acquiring and operating of the company's undertaking as well as to lease, acquire and operate the undertaking of any other railway or tramway company; to issue preferential stock and first mortgage bonds, and to do and perform all other acts and things necessary for the establishment and operation of the company's undertaking.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
HENEKER & MITCHELL,
Attorneys for applicants,
Montreal, 30th March, 1904. 1270

Notice is hereby given that Hugh Montague Allan, ship owner, of Montreal, will apply to the legislature of Quebec, at its present session, to obtain the passing of an act to change the date of the municipal elections in the village of Saint Georges de Cacouna, in the county of Témiscouata, and for other purposes connected with such elections.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 15th March, 1904. 1198

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'amender la charte de "The Mount Royal Club", pour étendre les pouvoirs d'emprunter du club, pour pourvoir à l'extinction de son capital et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE.

Montréal, 21 mars 1904. 1129.5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Henry S. Mussen, de la cité de Montréal, et Dame Elizabeth Georgina Cleghorn, épouse séparée de biens de Albert E. Mussen, ci-devant de la cité de Montréal, maintenant de la cité de New-York, dans les Etats-Unis d'Amérique, et par le dit Albert E. Mussen, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer pour toutes fins et en autant qu'il peut-être nécessaire un certain acte de vente du dit Albert E. Mussen à Henry S. Mussen, passé devant Henry Fry, N. P., dans la cité de Montréal, le 20e jour de janvier 1899, transportant l'immeuble connue comme parties des subdivisions 60 et 61, du lot numéro 1639, du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, et spécialement la décharge mentionnée dans le dit acte de la propriété vendue par la présent de l'hypothèque créée par le contrat de mariage entre le dit Albert E. Mussen et la dite Dame Elizabeth Georgina Cleghorn.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 24 mars 1904. 1183.5

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sorel s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, chapitre 80, des statuts de 1889, et amendements, aux fins suivantes: Altérer et perfectionner les dispositions quant à l'abattoir public; modifier les dispositions existantes quant à l'établissement des égouts communs; et donner une certaine juridiction plus étendue à la cour du recorder dans les cas entre locataires et locataires.

JOHN GEO. CREBASSA, Jnr.,
Greffier de la cité.

Sorel, 7 mars 1904. 1347.3

Avis Divers

Une assemblée des actionnaires de "The Shawinigan Falls Bric Mfg. Co." a été tenue dans l'Hôtel Cascade, Shawinigan Falls, P. Q., jeudi, le 12e jour de novembre 1903, à 8½ heures a. m., à laquelle les personnes suivantes étaient présentes ou représentées par procuration:

J. A. Rousseau, M. P., vingt actions; Shawinigan Water and Power Co., trente actions, représenté par Ed. Murray; L. J. A. Beauchemin, vingt actions; P. W. Douglas, dix actions; de S. Beaudry, dix actions, représenté par P. W. Douglas.

Un total de quatre-vingt-dix actions étant présent, représentant les ¾ des actionnaires en valeur.

Il a été proposé par L. J. A. Beauchemin, secondé par Edward Murray, et voté unanimement, que le bureau des directeurs soit réduit en nombre de cinq à trois.

(Signé), P. W. DOUGLAS,
Secrétaire trésorier.
(Signé), J. A. ROUSSEAU,
Président.

Vraie copie :
J. A. ROUSSEAU,
Président.

1441

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to amend the charter of the "Mount Royal Club", to extend the club's borrowing powers, to provide for the cancellation of its capital and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE.

Montreal, 21st March, 1904. 1130

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, by Henry S. Mussen, of the city of Montreal, and Dame Elizabeth Georgina Cleghorn, wife separate as to property of the Albert E. Mussen, formerly of the city of Montreal, now of the city of New-York, in the United States of America, and by the said Albert E. Mussen, for an act to ratify and confirm for all purposes and in so far as may be necessary a certain deed of sale from the said Albert E. Mussen to Henry S. Mussen, passed before Henry Fry, N. P., at the city of Montreal, on the 20th day of January, 1899, conveying the immovable property known as parts of subdivisions 60 and 61, of lot number 1639, of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, and especially the release and discharge contained in said deed of the property thereby sold from the hypothec created by the contract of marriage between the said Albert E. Mussen and the said Dame Elizabeth Georgina Cleghorn.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,
Attorneys for applicants.

Montreal, 24th March, 1904. 1184

Public notice is hereby given that the city of Sorel will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter, chapter 80, of the statutes of 1889, and amendments, for the following purposes, namely: To change and complete the provisions concerning the public slaughter-house; to amend the actual provisions for the establishment of sewers and closets; and to give certain wider jurisdiction to the recorder's court in suits between lessors and lessees.

JOHN GEO. CREBASSA, Jnr.,
City clerk

Sorel, 7th March, 1904 1348

Miscellaneous Notices

A meeting of the shareholders of the Shawinigan Falls Bric Mfg. Co. was held in the Cascade Inn Shawinigan Falls, P. Q., on Thursday, November, 12th, 1903, at 8.30 hrs. a. m., at which the following were present or represented by proxy:

J. A. Rousseau, M. P. twenty shares; Shawinigan Water and Power Co., thirty shares, represented by Ed. Murray; L. J. A. Beauchemin, twenty shares; P. W. Douglas, ten shares; de S. Beaudry, ten shares, represented by P. W. Douglas.

A total of ninety shares being present, representing the ¾ of the shareholders in value.

It was moved by L. J. A. Beauchemin, seconded by Edward Murray, and voted unanimously, that the board of directors be reduced in number from five to three.

(Signed), P. W. DOUGLAS,
Secretary treasurer.
(Signed), J. A. ROUSSEAU,
President.

True copy :
J. A. ROUSSEAU,
President.

1442

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 18e jour de mai 1904, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1903, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 4e au 18e jour de mai, ces deux jours inclus.

Par ordre,

EDWARD DENT, président,

T. LINDLEY, secrétaire.

5, rue Great Winchester,

Londres, E. C., 23 avril 1904.

1447

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE DRUMMOND

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, J. T. Caya, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, qu'il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 15 avril courant, d'approuver la résolution du conseil municipal de ce comté, en date du 9 mars dernier, détachant le territoire ci-après mentionné de la municipalité de Saint-Germain de Grantham et l'annexant à la municipalité de Saint-Eugène de Grantham, conformément à l'article 41 du code municipal, savoir : Tous les lots et y compris le lot 1311 jusqu'à et y compris le lot 1337, jusqu'à et y compris le lot 1377, jusqu'à et y compris le lot 1400, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, dans la paroisse de Saint-Germain de Grantham, étant les lots primitifs 6, 7, 8, 9, 10 et 11, des 12 et 13e rangs du canton de Grantham.

Donné ce 18e jour d'avril mil neuf cent quatre, à Drummondville.

J. T. CAYA,

Secrétaire-trésorier.

1475

Cour Supérieure—Québec.

No 643.

Dame Tharsille Maranda, du village de Stadacona, dans la municipalité de Limoilou, épouse de sieur Louis Blouin, de la cité de Québec, rentier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Blouin, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 19 avril 1904.

HAMEL, TESSIER & TESSIER,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 20 avril 1904.

1491

Canada, Province de Québec, District Saint-François. } Dans la Cour Supérieure
No 377.

Dame Amanda Labrecque, épouse de Eusèbe Lafontaine, journalier, du canton de Westbury, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Eusèbe Lafontaine, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 26 février 1904.

1203-4

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway company will be held at the London office of the Company, No. 5, Great Winchester, E. C., on Wednesday, 18th May, 1904, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts for the year ending 31st December, 1903, and to elect directors.

The transfer books will be closed from the 4th to the 18th May, both days inclusive.

By order,

EDWARD DENT, president,

T. LINDLEY, secretary.

5, Great Winchester street,

London, E. C., 23rd April, 1904.

1448

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DRUMMOND.

To the inhabitants of the said municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, J. T. Caya, secretary treasurer of the said municipality, that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the 15th April instant, to approve the resolution of the municipal council of this county, dated 9th March last, detaching the territory hereinafter described from the municipality of Saint Germain de Grantham and annexing it to the municipality of Saint Eugène de Grantham, in accordance with article 41 of the municipal code, to wit : All the lots, including lot 1311 to and including lot 1337, to and including lot 1377, to and including lot 1400, of the official plan and book of reference of the township of Grantham, in the parish of Saint Germain de Grantham, being the original lots 6, 7, 8, 9, 10 and 11, of ranges 12 and 13 of the township of Grantham.

Given at Drummondville, this 18th day of April, one thousand nine hundred and four.

J. T. CAYA,

Secretary treasurer.

1476

Superior Court.—Québec.

No. 643.

Dame Tharsille Maranda, of Stadacona village, in the municipality of Limoilou, wife of Louis Blouin, of the city of Québec, retired merchant, and duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs

The said Louis Blouin, Defendant.

An action for separation from bed and board was instituted in this case, on the 19th April, 1904.

HAMEL, TESSIER & TESSIER,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 20th April, 1904.

1492

Canada, Province of Québec, District of Saint Francis. } In the Superior Court.
No. 377.

Dame Amanda Labrecque, wife of Eusèbe Lafontaine, laborer, of the township of Westbury, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Eusèbe Lafontaine, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 23th February, 1904.

1204

Provinces de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 481.

Dame Philomène Ayotte, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Joseph Bédard, commerçant et cultivateur, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1375.2

Cour Supérieure.—District de Québec.
No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, de Québec, épouse commune en biens de Elzéar Tessier, aussi de Québec, ci-devant manufacturier de chaussures, dûment autorisée en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Elzéar Tessier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 8 avril 1904. 1361.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2829.

Dame Diana Guilbault, épouse commune en biens de Joseph Prézeau, garde-moteur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Joseph Prézeau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, institué contre le dit défendeur.

PILON & BUMBRAY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 16 juin 1903. 1359.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No 172.

Dame Hélène Duclos, épouse commune en biens de Samuel J. Roy, manufacturier de beurre et de fromage, de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, district d'Iberville, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

JOSEPH DEMERS,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 2 avril 1904. 1391.2

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 3264.

Charles Pelletier, menuisier et charpentier, de la paroisse de Saint-Pacôme, Demandeur ;

vs

Dme Louise Lévesque, de l'endroit appelé Natick, dans l'état du Rhode Island, aux états-unis d'Amérique, et actuellement en la dite paroisse de Saint-Pacôme, Défenderesse.

Le demandeur a pris, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre sa femme, la défenderesse en cette cause.

W. A. POTVIN,
Avocat du demandeur.
Fraserville, 28 mars 1904. 1337.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 61.

Dame Elizabeth Thibaudeau, de Montréal, épouse commune en biens de James Duff,
Demanderesse ;

vs

James Duff, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 avril 1904. 1315.3

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 481.

Dame Philomène Ayotte, has, this day, sued for separation of property, her husband, Joseph Bédard, trader and farmer, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 9th April, 1904. 1376

Superior Court.—District of Québec.
No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, of Québec, wife common as to property of Elzéar Tessier, heretofore shoe manufacturer of Québec, duly authorized by justice for the purposes of this action,
Plaintiff ;

vs.

The said Elzéar Tessier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

C. E. DORION,
Attorney for the plaintiff.
Quebec, 8th April, 1904. 1362

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No, 2829.

Dame Diana Guilbault, wife common as to property of Joseph Prézeau, motorman, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

Joseph Prézeau, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

PILON & BUMBRAY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th June, 1903. 1360

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 172.

Dame Hélène Duclos, wife *commune en biens* of Samuel J. Roy, cheese and butter manufacturer, of the parish of Sainte Anne de Sabrevois, district of Iberville, has taken an action in separation as to property against her said husband, this day, duly authorized.

JOSEPH DEMERS,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 2nd April, 1904. 1392

Superior Court.—Kamouraska.
No. 3264.

Charles Pelletier, joiner and carpenter, of the parish of Saint Pacôme, Plaintiff ;

vs

Dme Louise Lévesque, of the place called Natick, in the state of Rhode Island, in the united states of America, and now in the said parish of Saint Pacôme, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation from bed and board against the defendant in this cause.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 28th March, 1904. 1338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 61.

Dame Elizabeth Thibaudeau, of Montréal, wife common as to property of James Duff,
Plaintiff ;

vs

James Duff, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been taken this day.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th April, 1904. 1316

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2681.

Dame Shifra Goldstein, de la cité et du district de Montréal, épouse de Benjamin Schwartz, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Benjamin Schwartz, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

LAMARRE & BRODEUR,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1904. 1259-4

District de Chicoutimi.—Cour Supérieure.
 No 1192.

Dame Malvina Gagnon, épouse de Louis Octave Couture, marchand, de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Octave Couture, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ALAIN & LAPOINTE,
 Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 22 mars 1904. 1247-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3160.

Dame Malvina Hevey, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse de J. Emmanuel Boileau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit J. Emmanuel Boileau, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de janvier 1904.

LAMARRE & BRODEUR,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 mars 1904. 1257-4

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 435.

Dame Glorvina Grenier, de Saint-Etienne des Grès, dit district, épouse de Napoléon Blais, marchand, de Saint-Etienne des Grès, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Blais, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 mars 1904.

COOKE & CARON,
 Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 mars 1904. 1291-4

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François, }
 No 385.

Dame Louvia M. Belknap, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de John Oris Noyes, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs

John Oris Noyes, du dit canton de Barnston, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,
 Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 26 novembre 1903. 1147-5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2681.

Mrs. Shifra Goldstein, of the city and district of Montreal, wife of Benjamin Schwartz, clerk, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Benjamin Schwartz, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

LAMARRE & BRODEUR,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th March, 1904. 1260

District of Chicoutimi.—Superior Court.
 No. 1192.

Dame Malvina Gagnon, wife of Louis Octave Couture, merchant, of Saint Gédéon, Lake Saint John, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Louis Octave Couture, Defendant.
 An action in separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

ALAIN & LAPOINTE,
 Attorneys for plaintiff.

Chicoutimi, 22nd March, 1904. 1238

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3160.

Mrs. Malvina Hevey, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife of J. Emmanuel Boileau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said J. Emmanuel Boileau, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of January, 1904.

LAMARRE ET BRODEUR,
 Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 29th March, 1904. 1258

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 435.

Dame Glorvina Grenier, of Saint Etienne des Grès, in said district, wife of Napoléon Blais, trader, of Saint-Etienne des Grès, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Blais, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted between said parties, on the 17 March, 1904.

COOKE & CARON,
 Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 17th March, 1904. 1292

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis, }
 No. 385.

Dame Louvia M. Belknap, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, wife common as to property of John Oris Noyes, of the same place, farmer, and duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

John Oris Noyes, of the said township of Barnston, Defendant.
 An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 26th November, 1903. 1148

Cour Supérieure—Quebec.
No 71.

Dame Zorela Robitaille, épouse commune en biens de Joseph Eusèbe Voyer, manufacturier de chaussures, de la paroisse de L' Ancienne Lorette, dans le comté de Québec, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Eusèbe Voyer, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mars 1904.
J. A. ROCHETTE,
1301.5 Procureur de la demanderesse.

Cour Supérieure—Quebec.
No 77.

Rebecca Moffatt, épouse de Andrew Brown, de la ville de Lévis, agent, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de M. le juge Langelier, Demanderesse ;

vs.

Andrew Brown, de la ville de Lévis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND, STUART
& BRODIE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 mars 1904. 1111.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }

Dame Mathilda Merrette, épouse de François-Xavier Gauthier, ci-devant de la paroisse de Saint-Aimé, district de Richelieu, et maintenant absent aux états-unis d'Amérique, Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Gauthier, ci-dessus désigné, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

A. A. BRUNEAU,

Procureur de la demanderesse.

Sorel, 14 mars 1903. 1425.2

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 480. }

Dame Noémi Trépanier, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Théodore Bedard, journalier et commerçant, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,

Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1373.2

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District d'Iberville. }

In re Dr N. A. Sabourin, Saint-Jean, P. Q.,
Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 9 mai 1904.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 avril 1904. 1471

Superior Court.—Quebec
No. 71.

Dame Zorela Robitaille, wife common as to property of Joseph Eusèbe Voyer, shoe manufacturer, of the parish of L' Ancienne Lorette, in the county of Quebec, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to sue to the present thereof,

Plaintiff

vs.

The said Joseph Eusèbe Voyer, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the 18th March, 1904.
J. A. ROCHETTE
1302 Attorney for plaintiff

Superior Court.—Quebec.
No. 77.

Rebecca Moffatt, wife of Andrew Brown, of the town of Lévis, agent, duly authorized to ester en justice, by judgment of Mr. Justice Langelier, Plaintiff

vs.

Andrew Brown, of the town of Lévis, Defendant
An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND, STUART
& BRODIE,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 18th March, 1904. 1112

Canada }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }

Dame Mathilda Merrette, wife of François Xavier Gauthier, heretofore of the parish of Saint Aimé, district of Richelieu, and now absent in the united states of America, Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Gauthier, heretofore designated, Defendant.
An action as to separation to property has been, this day, been sued against the defendant.

A. A. BRUNEAU,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 14th March, 1903. 1426

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 480. }

Dame Noémi Trépanier, has, this day, sued for separation of property, her husband, Théodore Bédard, laborer and trader, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 9th April, 1904. 1474

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }

In re Dr N. A. Sabourin, Saint John, P. Q.,
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 9th May, 1904.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Joint curators

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 23rd April, 1904. 1472

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Thomas Edwin Flynn, de Percé, comté et district de Gaspé, marchand, insolvable.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 20 avril 1904. 1483

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 213.

P. A. Drolet *et al*, Requérent cession ;

vs

Georges Deschênes, commerçant, de Hunterstown,
Débiteur cédant.

Le dit débiteur cédant a fait cession de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure, district des Trois-Rivières, le 11 avril courant.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs des requérant cession.

Trois-Rivières, 13 avril 1903. 1493

Province de Québec, }
District de Québec } *Cour Supérieure.*

In re Dérome & O'Brien, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que Zép. Dérome, et y faisant affaire à Québec, comme manufacturier de chaussures, sous la raison de Dérome & O'Brien, a, le 20 avril 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 22 avril 1904. 1487

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re F. Gourdeau & Cie, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que Marie-Louise Eugénie Racine, et faisant affaire à Québec sous la raison de F. Gourdeau & Cie, a, le 13e jour d'avril 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Québec, 16 avril 1904. 1485

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re L. D. Carignan, Saint-Henri,
Insolvable.

Un deuxième dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 9 mai 1904. Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 avril 1904. 1459

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Thomas Edwin Flynn, of Percé, county and district of Gaspé, merchant, insolvent.

Creditors are required to file their claims within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Québec, 20th April, 1904. 1484

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 213.

P. A. Drolet *et al*, Petitioners for assignment ;

vs

Georges Deschênes, trader, of Hunterstown,
Insolvent debtor.

The said insolvent debtor has made an assignment of his estate at the prothonotary's office of the superior court, district of Three Rivers, on the 11th of April instant.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for petitioners in assignment.

Three Rivers, 13th April, 1904. 1494

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re Derome & O'Brien, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that Zep. Derome, carrying on business in Quebec, under the name and style of Derome & O'Brien, on the 20th April, 1904, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

GEO. DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 22nd April, 1904. 1488

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*

In re F. Gourdeau & Co., Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that Marie Louise Eugénie Racine, carrying on business in Quebec, under the name and style of F. Gourdeau & Co., on the 13th day of April, 1904, made an assignment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

GEO. DARVEAU,
Provisional guardian.

Québec, 16 avril 1904. 1486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re L. D. Carignan, Saint Henri,
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 9th May, 1904. Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 23rd April, 1904. 1460

Licitation

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Théod. Camirand, Demandeur ;
vs.
Dame Irène Martin, esqua... } Défendresse.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le treizième jour d'avril courant, dans une cause dans laquelle Théodore Camirand, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, hôtelier, est Demandeur ; et Dame Irène Martin, de la cité de Montréal, épouse de feu Oliva Dupont, en son vivant de Sherbrooke susdit, en sa qualité de tutrice à M. A. M. Olivette Dupont, fille mineure et seule enfant née du mariage de la dite Irène Martin avec le dit feu Oliva Dupont, est Défendresse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. A. Ce certain morceau de terre étant partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiel, sous le numéro 28i du onzième rang du canton d'Eaton, laquelle partie est bornée vers le nord par le canton de Westbury, vers le sud-est par la rivière Saint-François, et vers le sud-ouest par le résidu du dit lot 28i, formant un triangle compris entre les lettres J, X et I, sur le plan fait par T. Tremblay, arpenteur géomètre et produit dans cette cause, lequel morceau de terre contient en superficie environ un acre de terre.

B. 1° La partie est du lot connu et désigné au cadastre et livre de renvoi officiel comme le numéro 1a du premier rang de Westbury, laquelle partie est indiquée sur le plan du dit Thomas Tremblay par les lettres X, Y et Z ; bornée vers le nord-ouest par le canton de Stoke, vers l'est par le numéro 1b, du dit premier rang de Westbury, vers le sud-ouest par le résidu du lot No 1a, le dit morceau de terre ayant la forme d'un triangle à angles inégaux, contenant en superficie environ un acre de terre. 2° La partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant 1b du premier rang de Westbury, laquelle partie est indiquée sur le dit plan de T. Tremblay, par les lettres I, X, Z, F, N. et M ; bornée vers le nord-ouest par le canton de Stoke, vers l'est, partie par le résidu du lot numéro 1b et partie par le lot numéro C du dit premier rang de Westbury, vers le sud, partie par la rivière Saint-François et partie par la ligne entre les cantons d'Eaton et de Westbury, vers l'ouest par le lot numéro 1a, contenant en superficie environ 25 acres. 3° La partie du lot désigné au cadastre et livre de renvoi officiels de Westbury, comme étant le numéro 1c du premier rang de Westbury, indiquée sur le dit plan de T. Tremblay par les lettres M, N et H ; bornée vers le nord-est par le résidu du lot No 1c, vers le sud par la rivière Saint-François, et vers l'ouest par partie du lot 1b du dit premier rang, ce morceau de terre ayant une forme triangulaire à angles inégaux contenant en superficie environ deux acres de terre.

C. Partie du lot No 28, dans le cinquième rang du canton de Stoke, maintenant connue et désignée au cadastre et livre de renvoi officiels, comme le lot No 28b, dans le cinquième rang de Stoke, contenant en superficie environ quarante-neuf acres.

D. Cet autre morceau de terre situé dans le canton de Stoke susdit, autrefois désigné comme la moitié sud de la moitié nord-est du lot numéro 27, dans le cinquième rang du canton de Stoke, maintenant connu au cadastre et livre de renvoi officiel comme étant le lot numéro 27e, du cinquième rang de Stoke, contenant en superficie environ cinquante

Licitation

Canada, }
Province de Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Théod. Camirand, Plaintiff ;
vs.
Dame Irène Martin, Defendant.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by an in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the thirteenth day of April instant, in a case therein Théodore Camirand, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, hotel-keeper, is Plaintiff ; and Dame Irène Martin, of the city of Montreal, widow of the late Oliva Dupont, in his lifetime of the city of Sherbrooke aforesaid, in her capacity of tutrix to M. A. M. Olivette Dupont, minor daughter and only child born of the marriage of the said Irène Martin with the said late Oliva Dupont, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. A. That certain piece of land forming part of the lot described in the cadastre and official book of reference, under the number 28i of the eleventh range of the township of Eaton, which part is bounded on the north by the township of Westbury, on the south east by the river Saint Francis, and on the south west by the remainder of the said lot 28i, forming a triangle comprised within the letters J, X and I, on the plan made by T. Tremblay, land surveyor and filed in this case, which piece of land contains a superficies of about one acre.

B. 1. The east part of the lot known and designated in the cadastre and official book of reference as lot number 1a, of the first range of Westbury, which part is indicated on the plan of the said Thomas Tremblay by the letters X, Y and Z ; bounded on the north west by the township of Stoke, on the east by number 1b, of the said first range of Westbury, on the south-west by the remainder of the said lot No 1a, the said piece of land being in the shape of a triangle with unequal angles, containing a superficies of about one acre of land.

2. The part of the lot designated in the cadastre and official book of reference as 1b of the first range of Westbury, which part is indicated on the said plan of T. Tremblay, by the letters I, X, Z, F, N and M ; bounded on the north west by the township of Stoke, on the east, partly by the remainder of the lot 1b, and partly by lot No C of the said first range of Westbury, on the south partly by the river Saint Francis and partly by the line between the township of Eaton and Westbury, on the west by lot No. 1a, containing a superficies of about 25 acres.

3. The part of the lot designated in the cadastre and official book of reference of Westbury, as being number 1c of the first range of Westbury, indicated on the said plan of T. Tremblay, by the letters M, N and H ; bounded on the north east by the remainder of the lot No 1c, on the south by the river Saint Francis, and on the west by the part of lot 1b of the said first range, the said piece of land being in the shape of a triangle with unequal angles containing a superficies of about two acres of land.

C. Part of lot No 28, in the fifth range of the township of Stoke, now known and designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 28b, in the fifth range of Stoke, containing a superficies of about forty nine acres.

D. That other piece of land situate in the township of Stoke aforesaid, formerly designated as the south half of the north east half of lot No. 27, in the fifth range of the township of Stoke, now designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 27e, of the fifth range of Stoke, containing a superficies of about fifty acres. The

acres. Les dits morceaux de terre en autant qu'ils sont voisins de la propriété de Jean Soucy, ayant été bornés par un jugement de la cour supérieure, rendu le 14 mars 1904, dans la cause portant le numéro 105, des dossiers de la cour supérieure, dans laquelle Camirand *et al.*, sont demandeurs, et le dit Soucy, défendeur, lequel jugement a homologué le rapport et procès verbal du dit Thomas Tremblay, lequel rapport et procès-verbal étaient produits dans la cause avec un plan de ces opérations.

Le tout étant indiqué sur le dit plan pour la terre ferme par les lettres I, J, B, A, K, L, D, C, E, F et H, donnant une superficie d'environ cent vingt-huit acres. La description des dits lots ci-dessus étant conforme à la description des mêmes morceaux de terre contenue dans le contrat de vente, fait le 25 avril 1885, par devant J. A. Archambault, notaire, par lequel les dits lots furent vendus par L. A. Stacey à Ephrem Olivier avec d'autres lots, lequel contrat a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Richmond, le 8 mai 1885, sous le numéro 40, Register B, vol. 18, p. 39 et les suivantes, à l'exception que dans le dit contrat le morceau de terre ci-dessus désigné au paragraphe I, lettre D, est mentionné erronément comme étant dans le premier rang de Stoke, au lieu de le désigner comme étant dans le cinquième rang, dans lequel rang il se trouve, le dit Olivier étant l'auteur immédiat de Camirand et Dupont.

E. Aussi les îles connues sous le nom de "Lee & Warner", situées dans la rivière Saint-François, maintenant connue au cadastre et livre de renvoi officiels comme suit : l'une comme le lot 29, dans le premier rang de Westbury, située en partie dans Westbury susdit, et en partie dans Eaton, quoique la partie dans Eaton ne porte aucun numéro du cadastre ou autre, l'autre partie étant située partie dans Westbury et partie dans Eaton, la partie située dans Westbury étant maintenant connue comme le lot No 28, dans le premier rang de Westbury et la partie située dans Eaton étant le lot No 28a, du rang onzième d'Eaton.

F. Cette autre île étant située dans le canton de Westbury, dans la rivière Saint-François, appelée "Lizzard Island", l'île Lizzard, est désignée au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot 32, du premier rang de Westbury, contenant dix acres de terre, plus ou moins. Aussi deux autres îles situées dans la rivière Saint-François, dans le canton de Westbury, connues et désignées au cadastre et livre de renvoi comme étant les lots numéros 31 et 31a, du premier rang de Westbury.

Tous les morceaux de terre ci-dessus désignés étant sujets aux réserves et exceptions contenues dans les lettres-patentes du gouvernement, dans les contrats de la "British American Land Co." aux chemins publics et à la voie ferrée du Québec Central, le tout avec les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées, ne formant qu'une seule exploitation, et étant situé dans la nouvelle municipalité d'Ascot Corner.

2° La moitié nord-ouest du lot numéro 8, dans le deuxième rang du canton de Brompton, lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro 8a dans le deuxième rang de Brompton.

3° La moitié nord-ouest de la moitié nord-est du lot numéro 15, dans le huitième rang du canton de Stoke, lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme lot numéro 15a, dans le huitième rang du canton de Stoke—avec les bâtisses dessus érigées.

4° La moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot 24, dans le septième rang du canton Dudswell, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins ; lequel morceau de terre est maintenant désigné au cadastre et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro 24c, du septième rang du canton de Dudswell.

5° Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, désigné au cadastre et livre de renvoi officiels du canton de Brompton, comme étant la moitié sud-ouest du lot

said pieces of land in so far as they adjoin the property of Jean Soucy, having been bounded by a judgment of the superior court, rendered on the 14th March, 1904, in a case bearing the number 105, of the records of the superior court, in which Camirand *et al.*, are plaintiffs, and the said Soucy, defendant, which judgment homologated the report and *procès verbal* of the said Thomas Tremblay, which report and *procès verbal* were filed in the case with a plan of his operations.

The whole being indicated on the said plan for the main land by the letters I, J, B, A, K, L, D, C, E, F and H, giving a superficies of about one hundred and twenty eight acres. The description of the said above lots being conformable to the description of the same pieces of land contained in the deed of sale, passed on the 25th April, 1885, before J. A. Archambault, notary, by which the said lots were sold by L. A. Stacey to Ephrem Olivier with other lots, which deed was registered in the registry office of the county of Richmond, on the 8th May, 1885, under the number 40, Register B, vol. 18, p. 39 and following, with the exception that in the said deed the piece of land above described in paragraph I, letter D, is wrongly mentioned as being in the first range of Stoke, instead of being described as in the fifth range, in which range it is situated, the said Olivier being the immediate *auteur* of Camirand and Dupont.

E. Also the islands known by the names of "Lee and Warner", situate in the river Saint Francis, now designated in the cadastre and official book of reference as follows : one as lot No. 29, in the first range of Westbury, situate partly in Westbury aforesaid, and partly in Eaton, although the part in Eaton bears no cadastral or other number, the other island being situate partly in Westbury and partly in Eaton, the part situate in Westbury being now designated as lot No. 28, in the first range of Westbury, and the part situate in Eaton being lot No 28a, of the eleventh range of Eaton.

F. That other island situate in the township of Westbury, in the river Saint Francis, called "Lizzard Island", is designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 32, of the first range of Westbury, containing ten acres of land, more or less. Also two other islands situate in the river Saint Francis, in the township of Westbury, known and designated in the cadastre and official book of reference as lots numbers 31 and 31a, of the first range of Westbury.

All the pieces of land above described are subject to the reservations and exceptions set forth in the letters patent from the government, in the deeds of the British American Land Co., to the public roads and the Quebec Central Railway, the whole with the buildings and improvements thereon made and erected, forming but one and the same farm, and being situate in the new municipality of Ascot corner.

2. The north west half of lot No. 8, in the second range of the township of Brompton, which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot number 8a, in the second range of Brompton.

3. The north west half of the north east half of lot No. 15, in the eighth range of the township of Stoke, which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot number 15a, in the eighth range of the township of Stoke—with the buildings thereon erected.

4. The south west half of the north east half of lot 24, in the seventh range of the township of Dudswell, containing fifty acres of land, more or less ; which piece of land is now designated in the cadastre and official book of reference as lot No. 24c, of the seventh range of the township of Dudswell.

5. A piece of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, designated in the cadastre and official book of reference of the township of Brompton, as being the south east half

No. 2a dans le premier rang ; borné au nord-ouest par le lot No 1e dans le premier rang de Brompton, au sud-ouest par le chemin de concession entre le premier et le deuxième rang du canton de Brompton, au nord-est par la moitié nord-est du lot numéro 2a du premier rang du canton de Brompton, et au sud-est par le lot numéro 2b du premier rang du canton de Brompton, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Sherbrooke ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver [devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs du demandeur.

Sherbrooke, 13 avril 1904. 1415
[Première publication, 23 avril 1904.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **A**LFRED LAMBERT,
No 24. } Demandeur ; contre
ARTHUR ROBITAILLE, Défendeur.

Un emplacement situé dans Somerset Nord, dans le sixième rang, et portant le numéro cent quatre-vingt-seize (196), du cadastre officiel, près de la station du Grand Tronc, à Sainte-Julie, sur le chemin qui conduit à Laurierville—avec une maison, boulangerie et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, 1904, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Shérif.
Arthabaska, 19 avril 1904. 1480
[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **G**EOURGE FARLEY,
No 312. } Demandeur ; contre
CHARLES LAFLEUR, Défendeur.

La moitié nord-ouest de la moitié sud-est du lot numéro sept, dans le septième rang du canton de Wickham, contenant environ cinquante acres en superficie, étant le numéro trois cent quatre-vingt-deux, du cadastre officiel pour le dit canton de Wickham—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain 1904, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Sherif, Shérif.
Arthabaska, 23 mars 1904. 1145
[Première publication, 26 mars 1904.]

of lot No. 2a, in the first range ; bounded on the north west by lot No. 1e, in the first range of Brompton, on the south west by the concession road between the first and second range of the township of Brompton, on the north east by the north east half of lot number 2a, of the first range of the township of Brompton, and on the south east by lot number 2b, of the first range of the township of Brompton, containing fifty acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

The immovables above described will be sold and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court house, of the city of Sherbrooke ; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, will have to be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment will have to be deposited within the six days after the adjudication ; and, in default by the said parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed of so doing.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 13th April, 1904. 1416
[First published, 23rd April, 1904.]

Sherif's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **A**LFRED LAMBERT,
No. 24. } Plaintiff ; against
ARTHUR ROBITAILLE, Defendant.

An emplacement situate in the township of Somerset North, in the sixth range, bearing number one hundred and ninety six (196), of official cadastre, near the Grand Trunk Station, at Sainte Julie, on the highway leading to Laurierville—with a house, bakery and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Julie of Somerset, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, 1904, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sherif's Office, Shérif.
Arthabaska, 19th April, 1904. 1490
[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **G**EOURGE FARLEY,
No. 312. } Plaintiff ; against
CHARLES LAFLEUR, Defendant.

The north west half of the south east half of lot number seven, in the seventh range of the township of Wickham, containing about fifty acres in superficies, being number three hundred and eighty two, of official cadastre for the said township of Wickham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, 1904, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sherif's Office, Shérif.
Arthabaska, 23rd March, 1904. 1146
[First published, 26th March, 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Dorchester.—Séjant à Sainte-Hénédine.

Beauce, à savoir : } **D**AMASE BILODEAU, No. 13. } Demandeur ; vs THOMAS POMERLEAU, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Hénédine, concession "La Grande Ligne," contenant soixante-douze pieds de front, sur une profondeur suffisante pour que le susdit terrain contienne en tout un quart d'arpent en superficie ; borné en front au chemin royal, au nord-est à Thomas Turmelle, au sud-est à J. B. Nadeau, et au sud-ouest à Joseph Fortier, faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278), du cadastre de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hénédine, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif. Village Saint-Joseph, Beauce, 29 mars 1904. 1253.

[Première publication, 2 avril 1904.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **C**YPRIEN DROUIN, No. 22. } requérant ; vs HERODIAS DROUIN, failli, et ALFRED LEMIEUX, Curateur, savoir :

Un certain terrain situé en la paroisse de L'Enfant Jésus, comté de Beauce, à détacher du terrain de Vital Bilodeau, de la contenance d'un quart d'arpent de front sur un demi arpent de profondeur, mesure française, plus ou moins ; et borné en front à la rue, passant en devanture du dit terrain, en arrière au nord-est au dit Vital Bilodeau, joignant d'un côté au nord-ouest à la route, et de l'autre côté au sud-ouest à Alphonse Cloutier—avec bâtisses et dépendances.

Lequel terrain fait partie du numéro sept cent soixante-neuf (769), du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce. Vendu à la charge d'une rente annuelle de quinze piastres au capital de trois cents piastres non rachetable avant trente ans de la date de l'acte de bail à rente foncière.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Enfant Jésus, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif. Village Saint-Joseph, Beauce, 29 avril 1904. 1251.2

[Première publication, 2 mars 1904.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE SAISIE POUR TAXES MUNICIPALES.

Chicoutimi, } **L**A VILLE DE CHICOUTIMI, à savoir : } corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Chicoutimi,

Sheriff's Sales—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Dorchester—Sitting at Sainte-Hénédine.

Beauce, to wit : } **D**AMASE BILODEAU, Plain-No. 13. } tiff ; vs. THOMAS POMERLEAU, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Sainte Henedine, La Grande Ligne concession, containing seventy two feet in front by a depth sufficient to have the said lot contain in all one quarter of an arpent in area ; bounded in front by the King's road, on the north east by Thomas Turmelle, on the south east by J. B. Nadeau, and on the south west by Joseph Fortier, forming part of lot two hundred and seventy eight (278), of the cadastre of Sainte Henedine, county of Dorchester—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Henedine, on the THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif. Village of Saint Joseph, Beauce, 29th March, 1904. 1254

[First published, 2nd April, 1904.]

CURATORS WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **C**YPRIEN DROUIN, petitioner ; No. 22. } vs HERODIAS DROUIN, insolvent, and ALFRED LEMIEUX, curator, to wit :

A certain lot situate in the parish of L'Enfant Jésus, county of Beauce, to be taken off the lot of Vital Bilodeau, containing one quarter of an arpent in front by one half arpent in depth, french measure, more or less ; bounded in front by the street, passing in front of the said land, in rear to the north east by the the said Vital Bilodeau, on one side to the north west by the by-road, and on the other side to the south west by Alphonse Cloutier—with buildings and dependencies.

Which lot form part of number seven hundred and sixty nine (769), of the cadastre of the parish of Saint Joseph de la Beauce. Sold subject to the charge of an annual rent of fifteen dollars on the capital of three hundred dollars irredeemable within thirty years from the date of the lease on ground rent.

To be sold at the door of the church of the parish of L'Enfant Jésus, on the FOURTH day of MAY next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif. Village of Saint Joseph, Beauce, 29th March, 1904. 1252

[First published, 2nd April, 1904.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

WRIT OF SEIZURE FOR MUNICIPAL TAXES

Chicoutimi, } **T**HE TOWN OF CHICOUTIMI, to wit : } a body politic and corporate, having its principal place of business at Chicoutimi,

Demanderesse ; contre DAME SOPHIE GUAY, de Chicoutimi, épouse de Philippe P. P. Gauvreau, de Chicoutimi, commerçant, et ce dernier en autant que besoin est, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

L'immeuble appartenant à Dame Sophie Guay, situé dans le quartier centre de la ville de Chicoutimi, étant la partie ouest du lot numéro 296, et les droits d'occupation, ouvrages et améliorations qu'elle a sur le lot numéro 295, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi ; lequel terrain ou emplacement est borné comme suit : d'un côté par la Rivière aux Rats, en la suivant dans tous les contours jusqu'à un ruisseau communément appelé "Ruisseau de la Prison", en front par le terrain réservé par la rue Racine, de l'autre côté par une ligne divisant le dit terrain de celui de P. A. Guay, qui partira depuis le terrain réservé pour la rue Racine, en courant en ligne droite du nord-ouest au sud-est, de manière qu'il y ait dix huit pieds du coin nord-ouest et quinze pieds du coin sud-ouest de la maison du dit P. A. Guay, à la ligne susdite, divisant les dits terrains, et en profondeur partie par le Ruisseau de la Prison et partie par la dite Rivière aux Rats—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du sousigné, au palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI prochain.

O. BOSSÉ, Shérif.
Bureau du Shérif, Chicoutimi, 18 avril 1904. 1469
[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } GEORGE ELIE AMYOT
No 1177. } ET MICHEL GAUVIN,
faisant affaires en société comme brasseurs, sous les
nom et raison de "Amyot & Gauvin," Deman-
deurs ; contre NOEL GENEST, de la ville de
Chicoutimi, embouteilleur, Défendeur.

1° Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quartier centre de la ville de Chicoutimi, sous le numéro 343 (trois cent quarante-trois), lequel mesure environ cent cinquante-trois pieds de largeur, du sud au nord, sur vingt pieds de profondeur, plus ou moins, de l'est à l'ouest ; et est borné à l'ouest par la rue Montcalm, au sud par le terrain de Henry Blackburn, à l'est par une ligne qui sera le prolongement de la ligne en profondeur de l'emplacement de Joseph Duchesne et de l'emplacement de Henri Blackburn, et au nord par le terrain de George Bilodeau—avec bâtisse et dépendances.

2° Une terre étant la juste moitié nord-est du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Simard, en la paroisse de Sainte-Anne, sous le numéro onze, du huitième rang de ce canton, contenant une superficie d'environ cinquante-trois acres—sans bâtisses et avec toutes dépendances.

Pour être vendus, le terrain désigné en premier lieu, au bureau du sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et la terre désignée en deuxième lieu, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le QUATRIEME jour du dit mois de MAI, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE, Shérif.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 29 mars 1904. 1271.2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Plaintiff ; against DAME SOPHIE GUAY, of Chicoutimi, wife of Philippe P. P. Gauvreau, of Chicoutimi, trader, and the latter for the purpose of assisting his said wife for the objects hereof in so far as the same may be necessary, Defendant.

The immoveable belonging to Dame Sophie Guay, situate in the centre ward of the town of Chicoutimi, being the west part of lot number 296, and the rights of occupation, works and improvements she possesses in number 295, of the official cadastre of the town of Chicoutimi ; which lot or piece of land is bounded as follows : on one side by the River aux Rats, following all the sinuosities thereof to a stream commonly called "Ruisseau de la Prison", in front by the land reserved for Racine street, on the other side by a line dividing the said lot from that of P. A. Guay, starting from the land reserved for Racine street, and running in a straight line from the north west to the south east, so that there shall be eighteen feet from the north west corner and fifteen feet from the south west corner of the house of the said P. A. Guay to the said line separating the said lots, and in depth partly by the Ruisseau de la Prison, and partly by the said Rivière aux Rats—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY FIFTH day of the month of MAY next.

O. BOSSE, Sheriff.
Sheriff's office, Chicoutimi, 18th April, 1904. 1470
[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } GEORGE ELIE AMYOT
No. 1177. } AND MICHEL GAUVIN,
both of the city of Quebec, brewers, and carrying
on business in partnership as brewers, under the
style and firm of Amyot & Gauvin, Plaintiffs ;
against NOEL GENEST, of the town of Chicoutimi,
bottler, Defendant.

1. All that lot or piece of land forming part of the lot known and designated on the official cadastre for centre ward of the town of Chicoutimi, as number 343 (three hundred and forty three), which measure about one hundred and fifty three feet in width, from south to north, by twenty feet in depth, more or less, from east to west ; and is bounded on the west by Montcalm street, on the south by the lot of Henry Blackburn, on the east by a line which will be the prolongation of the line in rear of the lot of Joseph Duchesne and of the lot of Henry Blackburn, and on the north by the lot of George Bilodeau—with building and dependencies.

2. A lot being the exact north east half of the lot known and described on the official cadastre of the township of Simard, on the parish of Sainte Anne, as number eleven, of the eighth range of this township, containing an area of about fifty three acres—without any buildings and with all the dependencies.

To be sold, the lot firstly described, at the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the THIRD day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon, and the secondly described, at the church door of the parish of Sainte Anne, on the FOURTH day of the said month of MAY, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE, Sheriff.
Sheriffs Office, Chicoutimi, 29th March, 1904. 1272
[First published, 2nd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Iberville

Sheriff's Sales—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **ROBERT PEEL MCGIN-**
No 621. } **NIS**, bourgeois, de la

ville et du district d'Iberville, en sa qualité de fiduciaire et d'exécuteur testamentaire de la succession de feu William Bowman, aux termes du testament de ce dernier, dûment vérifié et enregistré, Demandeur; contre **DAME HERMINE LEBRICE DE KEROACK**, de la ville et du district d'Iberville, épouse judiciairement séparée de biens de Albert J. Corriveau, ingénieur et employé de chemin de fer, de la dite ville d'Iberville, et ce dernier dûment autorisé, et le dit Albert J. Corriveau aux présentes pour les fins de telle autorisation, et la dite Dame Hermine Lebrice de Kéroack et le dit Albert J. Corriveau, temporairement et actuellement domiciliés dans la cité et district de Montréal, Défendresse, et la dite défendresse, opposante.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt-quatrième jour de mars 1903, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, et subséquemment annoncée comme devant avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le quatorzième jour de mars dernier, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase suadite, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Athanase.

A distraire cependant des dits immeubles, savoir :

Comme appartenant à la dite ville d'Iberville :

Une lisière de terrain de cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur se trouvant entre la ligne ouest de la rue Amélia et la ligne est de la rue Water ou avenue Belle Rive, le dit terrain connu et désigné sous le nom de rue Gosford, situé dans la ville et le district d'Iberville; borné au nord par le No 445, du cadastre officiel de la dite ville d'Iberville, étant le terrain occupé par le chemin de fer Stanstead et Shefford, la ligne nord de la dite rue Gosford, étant dans toute sa longueur contigue au dit No 445, à l'est par la ligne ouest de la dite rue Amélia, à l'ouest par la ligne est de la dite rue Water (Rue du bord de l'eau) ou avenue Belle-Rive, et au sud, en commençant de l'est à l'ouest, par les lots suivants de la subdivision du lot numéro quatre cent vingt-cinq (No 425), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, savoir : par la partie sud du No 68, par la partie sud-ouest du No 69, par la partie sud du No 50, par la partie sud No 46, par la partie sud du No 23, par la partie sud du No 20, par la partie sud du No 2, et aussi par la partie sud d'un lot de la subdivision officielle du lot cadastral No 424, savoir : par la partie sud du lot No 2; la dite lisière de terrain comprenant les lots un, vingt-deux, quarante-sept et quarante-neuf, de la subdivision du numéro quatre cent vingt-cinq, du cadastre officiel de la dite ville d'Iberville, les parties nord des lots numéros deux, vingt, vingt-trois, quarante-six, cinquante, soixante et huit et soixante-neuf, de la subdivision officielle du dit lot 425, du cadastre de la dite ville, la dite lisière de terrain comprenant aussi le lot numéro un, et la partie nord du lot numéro deux, de la subdivision du lot 424, du cadastre officiel de la dite ville.

LS. MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 19 avril 1904. 1473

[Première publication, 23 avril 1904.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit : } **ROBERT PEEL MCGIN-**
No. 621. } **NIS**, gentleman, of the

town and district of Iberville, in his capacity of fiduciary and testamentary executor of the estate of the late William Bowman, in accordance with the last will and testament of the latter, duly probated and registered, Plaintiff; against **DAME HERMINE LEBRICE DE KEROACK**, of the town and district of Iberville, wife legally separated as to property of Albert J. Corriveau, engineer and railway employée, of the said town of Iberville, of the latter duly authorized, and the said Albert J. Corriveau, to these presents for the purpose of such authorization, and the said Dame Hermine Lebrice de Kéroack and the said Albert J. Corriveau, temporarily and now domiciled in the city and district of Montreal, Defendant, and the said Defendant, Opposante,

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the twenty fourth day of March, 1903, at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, and subsequently announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the fourteenth day of March last, at the parochial church door of the parish of Saint Athanase aforesaid, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the NINTH day of MAY next, at the parochial church door of the said parish of Saint Athanase,

To be withdrawn (*à distraire*) however of the said immovables, to wit :

As belonging to the said town of Iberville.

A strip of land of fifty feet in width, english measure, by the depth existing between the western line of Amelia street and the eastern line of Water street or avenue Belle Rive, the said piece of ground known and designated under the name of Gosford street, situate in the town and district of Iberville; bounded to the north by the No. 445, of the official cadastre of the said town of Iberville, being the piece of ground occupied by the Stanstead and Shefford railroad, the northern line of the said Gosford street, being on its whole length contiguous to the said No. 445, to the east by the western line of the said Amelia street, to the west by the eastern line of the said Water street, "Rue du bord de l'Eau," or "Avenue Belle Rive," and to the south, starting from the east to the west, by the following lots of the subdivision of the lot number four hundred and twenty five (No. 425), of the official plan and book of reference of the said town of Iberville, to wit : by the southern part of the No. 68, by the south western part of No. 69, by the southern part of No. 50, by the southern part of No. 46, by the southern part of No. 23, by the southern part of No. 20, by the southern part of No. 2, and also by the southern part of a lot of the official subdivision of the cadastral lot No. 424, to wit : by the southern part of lot No. 2; the said strip of land including the lots one, twenty two, forty seven and forty nine, of the subdivision of the number four hundred and twenty five, of the official cadastre of the said town of Iberville, the northern parts of the lots numbers two, twenty, twenty three, forty six, fifty, sixty eight and sixty nine, of the official subdivision of the said lot 425, of the cadastre of the said town, the said strip of land including also the lot number one, and the northern part of the lot number two, of the subdivision of lot 424, of the official cadastre of the said town.

LS. MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint John, 19th April, 1904. 1474

[First published, 23rd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } LOUIS VINCENT DU-
No 3204. } L MAIS, ES QUALITÉ,
Demandeur; contre DAME ELIZA TACH, Défendresse, à savoir :

Un lopin de terre situé dans le premier rang de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent soixante-dix-huit (178)—avec la maison, l'étable et les autres bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, MARDI, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 29 mars 1904. 1275.2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } LOUIS VINCENT DU-
No. 3204. } L MAIS, ES QUALITÉ,
Plaintiff; vs DAME ELIZA TACHÉ, Défendant, to wit :

A lot situate in the first range of the parish of Saint Louis de Kamouraska, in the county of Kamouraska, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number one hundred and seventy eight (178)—with the house, the stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Louis de Kamouraska, on TUESDAY, the THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 29th March, 1904. 1276
[First published, 2nd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } BARTHELEMY POU-
District de Montmagny, } LIOT, Demandeur ;
No 54. } vs. ARTHUR BER-
NIER, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures et demie du matin, le cinquième jour d'août 1903, à la porte de l'église de Saint-Cyrille, aura lieu à ONZE heures et DEMIE du matin, le DIXIEME jour de MAI prochain, à la porte de l'église de Saint-Cyrille.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 21 avril 1904. 1507
[Première publication, 23 avril 1904.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

Superior Court.

Province of Quebec, } BARTHELEMY POU-
District of Montmagny, } LIOT, Plaintiff; vs
No. 54. } ARTHUR BERNIER,
Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, which should have taken place at half past eleven of the clock in the forenoon, on the fifth day of August, 1903, at the church door of Saint Cyrille, will take place at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon, on the TENTH day of MAY next, at the church door of Saint Cyrille.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.
Montmagny, 21st April, 1904. 1508
[First published, 23rd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME EMMA SANCER,
No 654. } épouse séparée de biens
de Edouard St. Denis, bourgeois, de la cité de Montréal, et le dit Edouard St. Denis, pour autoriser son épouse aux présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A," annexée au bref en cette cause, propriété de JOSEPH OUELLETTE, des dits cité et district de Montréal, Défendeur.

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME EMMA SANCER,
No. 654. } wife separated as to property of Edouard St. Denis, bourgeois, of the city of Montreal, and the said Edouard St. Denis, to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this case, being the property of JOSEPH OUELLETTE, of the said city and district of Montreal, Defendant.

Un emplacement situé rue Garneau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et connu et désigné sous le numéro deux cent trente et un (231), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant quarante-six pieds de largeur par quatre vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison en bois à deux logements, portant le numéro civique No 5, de la dite rue Garneau, et autres bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 20 avril 1904. 1481
[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir: } **R**EVEREND MESSIRE
No 1674. } **T**HOMAS DAGENAIS,
curé, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Stanislas Dagenais, en son vivant bourgeois, de la ville de L'Assomption, district de Joliette, et le dit Révérend Thomas Dagenais, George Dagenais, bourgeois, de la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal, Martial Dagenais, bourgeois, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, Catherine Dagenais, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, veuve de Jean Baptiste Jodoin, en son vivant du même lieu, Mathilde *alias* Domithilde Dagenais, épouse de Théophile Cadorette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, et le dit Théophile Cadorette, personnellement et pour autoriser son épouse, Louis Dagenais, cultivateur, de la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal, Madeleine Dagenais, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, Amélie Dagenais, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice susdit, veuve de Antoine Pigeon, en son vivant instituteur, du même lieu, en leur qualité de légataires universels du dit feu Stanislas Dagenais, Demandeurs; contre les terres et tenements de STANISLAS CORBEIL, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice de Montréal, Défendeur.

Une terre aise et située à la Côte Saint-Michel, autrefois dans la paroisse du Sault au Récollet, et maintenant dans la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro quatre cent quarante-trois (443), de trois arpents de front sur vingt-trois arpents de profondeur, plus ou moins; bornées en front par le chemin de la dite Côte Saint-Michel, en arrière par les terres de la Côte Visitation, d'un côté au nord-est par le lot numéro quatre cent quarante-deux (442), et de l'autre côté, au sud-ouest, par les lots numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante-cinq (445), des plan et livre de renvoi officiels plus haut mentionnés et avec les bâtisses dessus construites. A charge des droits (de substitution) qui peuvent exister en faveur des enfants de Paul Corbeil et Dame Sophie Jodoin, en vertu d'un acte de donation par Paul Corbeil et *uxor* à Paul Corbeil, fils, et *uxor*, devant J. A. Labadie, notaire, à Montréal, le 17 mai 1848, (dont copie produite au dossier en cette cause, au greffe de la cour supérieure du district de Montréal), à l'exception du défendeur en cette cause, et de ceux qui ont transporté leurs droits au dit défendeur ou à ses auteurs, (savoir: Paul Corbeil, J.-Bte Corbeil, Joseph Corbeil, Narcisse Corbeil, Basile Corbeil, Francis Corbeil, Anastasie Corbeil, Antoine Corbeil et Domithilde Corbeil), et aussi à charge des droits (de revendication d'usufruit) qui peuvent exister encore en faveur de Paul Corbeil, en vertu du même acte, et ce conformément au jugement de

A lot of land situate in Garneau street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and known and designated under the number two hundred and thirty one (231), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing forty six feet in width by ninety five feet in depth, more or less, english measure, with a frame house containing two lodgings, bearing the civic number 5, of the said Garneau street, and other buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th April, 1904. 1482
[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE REVEREND MES-
No. 1674. } **S**IRE THOMAS DAGE-
NAIS, parish priest, of the parish of Saint-Roch de l'Achigan, district of Joliette, in his quality of testamentary executor of the late Stanislas Dagenais, in his lifetime gentleman, of the town of L'Assomption, district of Joliette, and the said Reverend Thomas Dagenais, George Dagenais, gentleman, of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal, Martial Dagenais, gentleman, of the parish of Saint-Roch de l'Achigan, district of Joliette, Catherine Dagenais, of the parish of Saint-Léonard de Port Maurice, district of Montreal, widow of the late Jean Baptiste Jodoin, in his lifetime of the same place, Mathilde *alias* Domithilde Dagenais, wife of Théophile Cadorette, farmer, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice, district of Montreal, and the said Théophile Cadorette, personally and to authorize his wife, Louis Dagenais, farmer, of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal, Madeleine Dagenais, spinster, and using her rights, of the parish of Saint Roch de l'Achigan, district of Joliette, Amélie Dagenais, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice aforesaid, widow of the late Antoine Pigeon, in his lifetime school teacher, of the same place, in their quality of universal legatees of the said late Stanislas Dagenais, Plaintiffs; against the lands and tenements of STANISLAS CORBEIL, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice of Montreal, Defendant.

A land situate, being and lying at la Côte Saint Michel, heretofore in the parish of Sault au Récollet, and now in the parish of Saint Léonard de Port Maurice, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet, as number four hundred and forty-three (443), containing three arpents in front by twenty-three arpents in depth, more or less; bounded in front by the road of the said Côte Saint Michel, in rear by the lands of la Côte Visitation, on one side to the north east by lot number four hundred and forty two (442), and on the other side, to the south west by lots numbers four hundred and forty four (444) and four hundred and forty five (445), of the official plan and in the book of reference hereabove mentioned and with the buildings thereon erected. Subject to the rights of substitution that may exist in favor of the children of Paul Corbeil and Dame Sophie Jodoin, in virtue of a deed of gift by Paul Corbeil et *uxor* to Paul Corbeil, fils, et *uxor*, passed before J. A. Labadie, notary, at Montreal, on the 17th May, 1848, (a copy whereof is filed in the record in this case, in the office of the superior court for the district of Montreal), with the exception of the defendant in this case, and of those who have assigned their rights to the said defendant or to his *auteurs*, (to wit: Paul Corbeil, J. Bte Corbeil, Joseph Corbeil, Narcisse Corbeil, Basile Corbeil, Francis Corbeil, Anastasie Corbeil, Antoine Corbeil, and Domithilde Corbeil,) and also subject to the rights of revendication and usufruct that may also exist in favor of Paul Corbeil, in virtue of the

la cour du banc du Roi, siégeant en appel, à Montréal, rendu le 24 février 1903, en cette cause.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi,

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 20 avril 1904. 1479

[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MANAGERS** of the
No 304. } **Ministers widows and**
Orphan Fund of the Synod of the Presbyterian
Church of Canada, unie à l'église d'Ecosse, corps
politique et incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires dans les cité et district de Montréal.
Demandeurs : contre les terres et tenements de
DAME ELLA P. FOWLER, épouse séparée de
biens de Archibald M. Allan, des cité et district de
Montréal, et le dit Archibald M. Allan, dans le but
d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,
l'immeuble suivant, savoir :

L'emplacement sis et situé dans la ville de
Westmount, dans le district de Montréal, contenant
vingt-cinq (25) pieds de largeur sur cent un (101)
pieds deux (2) pouces de profondeur, mesure
anglaise, plus ou moins, consistant en la subdivision
vingt et un (21), de la subdivision un (1), sur le
plan de subdivision du lot numéro trois cent
soixante et quatorze (374), des plan et livre de
renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de
Montréal (374-1-21), contenant vingt-cinq (25)
pieds de largeur sur quarante et un (41) pieds de
profondeur, et formant la partie du front du dit
emplacement et de la subdivision vingt-deux (22),
de la subdivision deux (2), sur le dit plan de subdivi-
sion du dit lot numéro trois cent soixante et
quatorze (374-2-22), contenant vingt-cinq (25)
pieds de largeur sur soixante (60) pieds deux (2)
pouces de profondeur, formant la partie en arrière
du dit emplacement. Le dit emplacement étant
borné en front par l'avenue Elm, (portant le numéro
civique 485), en arrière par une ruelle en commun
(374-3-35), avec le droit de se servir en commun
avec les autres personnes de la dite ruelle en arrière
et aussi de la ruelle mentionnée dans l'acte d'acqui-
sition de Paschal Dagenais, de Francis W. Newman,
devant C. Cushing, N. P., le 23 octobre 1894—
avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 mars 1904. 1277.2

[Première publication, 2 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **GUILLAUME GEORGES**
No. 957. } **ERNEST VEZINA**, de
Québec; contre **ERNEST HAMEL**, de Québec, et
autres, à savoir :

La moitié indivise du lot No. 2226 (deux mille
deux cent vingt-six), du cadastre officiel pour le

same deed, the whole in accordance with the judg-
ment of the court of King's Bench, sitting in appeal,
at Montreal, rendered on the 24th February, 1903,
in this case.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th April, 1904. 1480

[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE MANAGERS** of the
No. 304. } **Ministers widows and**
Orphan Fund of the Synod of the Presbyterian
Church of Canada, in connection with the church of
Scotland, a body politic and corporate, having their
place of business in the city and district of Mon-
tréal, Plaintiffs; against the lands and tenements of
DAME ELLA P. FOWLER, wife separate as to
property of Archibald M. Allan, of the city and
district of Montreal, and the said Archibald M.
Allan, for the purpose of authorizing and assisting
his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said female defendant
the following immoveable, to wit :

The emplacement situate and being in the town
of Westmount, in the district of Montreal, contain-
ing twenty five (25) feet in width by one hundred
and one (101) feet two (2) inches in depth, english
measure, more or less, consisting of subdivision
twenty one (21), of the subdivision one (1), upon
the subdivision plan of lot number three hundred
and seventy four (374), on the official plan and book
of reference of the municipality of the parish of
Montreal, (374-1-21) containing twenty five (25)
feet in width by forty one (41) feet in depth and
forming the front portion of said emplacement and
of subdivision twenty two (22), of subdivision two
(2), upon said subdivision plan of said lot number
three hundred and seventy four (374-2-22), con-
taining twenty five (25) feet in width by sixty (60)
feet two (2) inches in depth, forming the rear portion
of said emplacement. The said emplacement being
bounded in front by Elm avenue, (bearing civic
number 485), in rear by a lane in common (374-3-35)
with the right of use in common with others of said
lane in rear, and also in the lane mentioned in
Paschal Degenais, deed of acquisition from Francis
W. Newman, before C. Cushing, N. P., 23rd
October, 1894—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 30th March, 1904. 1278

[First published, 2nd April, 1904.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec Circuit Court.

Québec, to wit : } **GUILLAUME GEORGES**
No. 957. } **ERNEST VEZINA**, of
Québec; against **ERNEST HAMEL**, of Québec,
and others, to wit :

The undivided half of lot No. 2226 (two thousand
two hundred and twenty six), of the official cadastre

quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement faisant front au nord à la rue Côte de la Montagne, et au sud à la rue Sous-le-Fort—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 21 avril 1904. Shérif, 1495
[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUIS DUBEAU ; contre
No 515. } DAME EUPHEMIE
BILODEAU, veuve de feu Théophile Aubert, à
savoir :

1° Le lot No 217 (deux cent dix sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, comté de Lévis, étant une terre située dans le rang Pintendre-Sud—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 228 (deux cent vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, comté de Lévis, étant un emplacement situé dans le rang Pintendre-Sud—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, comté de Lévis, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 21 avril 1904. Shérif, 1497
[Première publication, 23 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } PIERRE BERGERON, écuyer,
No 4516. } Demandeur ; contre JOSEPH
ROY, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le quatrième rang ou Rang de l'Eglise, au lieu appelé le village, étant partie du lot numéro cinq cent soixante et deux (pt. No 562), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de quarante-cinq pieds de front sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant au chemin de front, en profondeur à François Taillon, d'un côté à Alexis Courchesne, et d'autre côté à Louis Vincent—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le QUATRIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 30 mars 1904. Shérif, 1273-2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

for Saint Peter's ward, of the city of Quebec, being a lot fronting to the north on Mountain Hill street, and to the south on Sous le Fort street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 21st April, 1904. Sheriff, 1496
[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LOUIS DUBEAU ; against
No. 515. } DAME EUPHEMIE BILO-
DEAU, widow of the late Théophile Aubert, to
wit :

1. Lot No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Louis de Pintendre, county of Levis, being a lot situate in the Pintendre range South— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 228 (two hundred and twenty eight), of the official cadastre for the parish of Saint Louis de Pintendre, county of Levis, being a lot situate in the Pintendre range South—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis-de Pintendre, county of Levis, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 21st April, 1904. Sheriff, 1498
[First published, 23rd April, 1904.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Superior Court. — District of Richelieu.

Sorel, to wit : } PIERRE BERGERON, esquire,
No. 4516. } Plaintiff ; against JOSEPH
ROY, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the fourth range or Rang de l'Eglise, at the place called the village, being part of lot number five hundred and sixty two (No 562), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of forty five feet in front by one hundred and eighty feet in depth, the whole more or less ; bounded in front by the front road, in rear by Francis Taillon, on one side by Alexis Courchesne, and other side by Louis Vincent—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the FOURTH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 30th March, 1904. Sheriff, 1274
[First published, 2nd April, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **JOSEPH A. BEGIN,**
No 112. } Demandeur ; contre

ALFRED ST PIERRE, JR., et DAVID ST PIERRE, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Alfred St Pierre, jr, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Windsor, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme étant la moitié sud-est du lot numéro six cent soixante et quatorze (674), dans le neuvième rang, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné au nord-est par un chemin public, au sud-est par le lot 675, sur le dit plan, au sud-ouest par la ligne de concession, et au nord-ouest par l'autre moitié du dit lot 674—circonstances et dépendances.

Et comme appartenant au dit défendeur, David St Pierre, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Windsor, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro six cent soixante et quatorze (674), dans le neuvième rang, contenant cent acres en superficie, plus ou moins ; borné au nord-est par un chemin public, au sud-est par l'autre moitié du dit lot 674, et au sud-ouest par la ligne de concession, et au nord-ouest par les lots 672 et 673, sur le dit plan—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 28 mars 1904. 1255 2
[Première publication, 2 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **JOSEPH A. BEGIN,**
No. 112. } Plaintiff ; against

ALFRED ST PIERRE, JR, AND DAVID ST PIERRE, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Alfred St Pierre, jr, to wit :

A piece of land situate in the township of Windsor, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Windsor, as being the south east half of the lot number six hundred and seventy four (674), in the ninth range, containing one hundred acres of land in superficies, more or less ; bounded on the north east by a public road, on the south east by lot 675, on said plan, on the south west by the concession line, and on the north west by the other half of the said lot 674—with the appurtenances thereunto belonging.

And as belonging to the said defendant, David St Pierre, to wit :

A piece of land situate in the township of Windsor, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Windsor, as being the north west half of the lot number six hundred and seventy four (674), in the ninth range, containing one hundred acres in superficies, more or less ; bounded on the north east by a public road, on the south east by the other half of said lot 674, on the south west by the concession line, and on the north west by lots 672 and 673, on said plan—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Philippe de Windsor, on the FOURTH day, of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 28th March, 1904. 1256
[First published, 2nd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **DAME LAURE CHA-**
Sainte-Scholastique, } **PLEAU,** Demande
à savoir : No 312. } resse ; contre **LEOPOLD**
PEPIN ET AL, Défendeurs ; et Joseph Langlois,
curateur au délaisement, savoir :

1° Une île située dans la Rivière du Nord, en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jérôme, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497.)

2° Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397)—avec les bâtisses y érigées. A déduire, cependant, du dit No 397, la partie vendue à Ferdinand Filion.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le TROISIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 30 mars 1904. 1279 2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **DAME LAURE**
Sainte Scholastique, } **CHAPLEAU,**
to wit : No. 312. } Plaintiff ; against
LEOPOLD PEPIN ET AL., Defendants, and Joseph
Langlois, curator to the surrender, to wit :

1. An island situate in River du Nord, in the town of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said town of Saint Jerome, as number four hundred and ninety seven (497).

2. Another lot of land situated at the same place, known and distinguished on the same official plan and book of reference, under the number three hundred and ninety seven (397)—with the buildings thereon erected. Reserving, however, from the said No. 397, the part sold to Ferdinand Filion.

To be sold at the catholic church door in the town of Saint Jerome, said district, on the THIRD day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 30th March, 1904. 1280
[First published, 2nd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **D**AME EXILDA
No 519. } **R**IVARD, Demanderesse ; contre **ADRIEN HOULE**, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenu dans les bornes suivantes ; borné en front au chemin public, en arrière et d'un côté, vers le nord à la rivière Welsh ou petite rivière Grand'Mère, et d'autre côté au terrain de Josué Bourassa ou représentants, étant partie des numéros quatre-vingt-treize et quatre-vingt-quatorze (93 et 94), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, le **ONZIEME** jour de **MAI** prochain, à **TROIS** heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 6 avril 1904. 1329
[Première publication, 9 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit du comté de Champlain, district des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, savoir : } **L**OUIS GEORGES
No 212. } **L**ARON, Demandeur ;
vs **JOSEPH ARTHUR DUPONT**, Défendeur.

Un lot de terre situé en la ville de Grand'Mère, faisant front sur le côté est de l'avenue Alger, mesurant soixante pieds en front et en arrière, et cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro cent neuf (109), de la subdivision de partie du lot officiel numéro quatre vingt-treize (93), du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le **QUATRIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 mars 1904. 1249.2
[Première publication, 2 avril 1904.]

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure*

In re Samson & Forget, North Témiscamingue, Québec, Insolubles.

Avis est donné par les présentes que le dix-neuvième jour d'avril, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, Saint-Jacques.
Montréal, 21 avril 1904. 1511

District de Chicoutimi.

Madame G. O. Tousignant, de Chicoutimi, marchande, a, le 18e jour d'avril 1904, fait cession de

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **D**AME EXILDA
No. 519. } **R**IVARD, Plaintiff ;
against **ADRIEN HOULE**, Defendant.

A lot of land situate in the town of Grand'Mère, comprised within the following limits ; bounded in front by the public road, in rear and in one side to the north by the river Welsh or little Grand'Mère river, and on the other side by the lot of Josué Bourassa or representatives, being part of numbers ninety three and ninety four (93 and 94), of the registration cadastre of Sainte Flore—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, on the **ELEVENTH** day of **MAY** next, at **THREE** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 6th April, 1904. 1330
[First published, 9th April, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court of the county of Champlain. District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **L**OUIS GEORGE
No. 212. } **L**ARON, Plaintiff ; vs
JOSEPH ARTHUR DUPONT, Defendant.

A lot of land situate in the town of Grand'Mère, fronting on the east side on Alger avenue, measuring sixty feet in front and in rear, and one hundred and thirty feet in depth, english measure, more or less, known and described as being lot number one hundred and nine (109), of the subdivision of part of the official lot number ninety three (93), of the registration cadastre of Sainte Flore—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the **FOURTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 29th March, 1904. 1250
[First published, 2nd April, 1904.]

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*

In re Samson & Forget, North Témiscamingue, Québec, Insolvents.

Notice is hereby given that on the nineteenth day of April, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn-claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James.
Montreal, 21st April, 1904. 1512

District of Chicoutimi.

Mrs G. O. Tousignant, of Chicoutimi, merchant, has, on the 18th day of April, 1904, made a judicial

ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 avril 1904. 1505

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 938.

Dans l'affaire de Eugène E. St-Jean, épicier, de la cité de Hull, et y faisant affaires comme tel sous les nom et raison sociale de "E. E. St-Jean & Cie.",
Débiteur insolvable ;

et

"S. J. Major, limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la ville d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Hull.

A. MAJOR,
Gardien provisoire.

Hull, 18 avril 1904. 1513

District de Québec.

Louis Bergevin, de Québec, marchand, a fait cession de ses biens, le 20 avril 1904, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 avril 1904. 1503

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
In re Roch Thibaudeau, Failli ;

et

Albert Thibaudeau, Requérent cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel, et que par ordre de la dite cour, la convocation des créanciers du failli est fixée au 2 mai prochain 1904, pour la nomination d'un curateur et des inspecteurs.

CARDIN & DEGRANDPRÉ,
Protonotaires C. S.

Sorel, 15 avril 1903. 1509

District de Kamouraska.

Re J. M. Sirois, marchand, Cacouna, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 mai 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau, 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 avril 1904. 1501

Avis est donné que Paul Ouellet & Cie, de Hébertville, marchands, insolubles, ont, le vingt-unième jour d'avril 1904, fait cession de leurs biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Québec, 21 avril 1904. 1517

assignment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 21st April, 1904. 1506

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 938

In the matter of Eugene E. St-Jean, grocer, of the city of Hull, and carrying on business under the name and style of "E. E. St-Jean & Co".
Insolvent debtor ;

and

"S. J. Major, limited", a body politic and corporate, having its head office in the town of Ottawa, county of Carleton, province of Ontario,
Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor, has made, this day, a judicial abandonment of his property for benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Hull.

A. MAJOR,
Provisional guardian.

Hull, 18th April, 1904. 1514

District of Québec.

Louis Bergevin, of Quebec, merchant, has, on the 20th of April, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 21st April, 1904. 1504

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In re Roch Thibaudeau, Insolvent ;

and

Albert Thibaudeau, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Sorel, and that by order of the said court, the meeting of the insolvent's creditors is fixed for the 2nd of May next, 1904, for the appointment of a curator and inspectors.

CARDIN & DEGRANDPRÉ,
Prothonotaries S. C.

Sorel, 15th April, 1904. 1510

District of Kamouraska.

Re J. M. Sirois, merchant, Cacouna, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th May, 1904, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Nav. Co. Building.
Quebec, 21st April, 1904. 1502

Notice is given that Paul Ouellet & Cie, of Hébertville, merchants, insolvents, have, on the twenty first day of April, 1904, made an assignment of their estate at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Quebec, 21st April, 1904. 1518

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 17.*

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Dmes Ayotte vs Bédard, 774 ; Belknap vs Noyes, 775 ; Duclos vs Roy, 774 ; Gagnon vs Couture, 775 ; Giguère vs Tessier, 774 ; Goldstein vs Schwartz, 775 ; Grenier vs Blais, 775 ; Guilbault vs Prézeau, 774 ; Hevey vs Boileau, 775 ; Labrecque vs Lafontaine, 773 ; Merrette vs Gauthier, 776 ; Moffatt vs Brown, 776 ; Robitaille vs Voyer, 776 ; Thibaudeau vs Duff, 774 ; Trépanier vs Bédard, 776.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dame Maranda vs Blouin, 773 ; Pelletier vs Dme Levesque, 774.

ANNONCEURS :—Avis aux :— Concernant avis, etc., 763.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—Cie du chemin de fer Québec Central, 723.

ASSOCIATION AUTORISÉE :—The Galician Benevolent Association, 767.

AVIS :—Shawinigan Falls Bric Mfg Co, 772 ; Résolution : Conseil Municipal du comté de Drummond, 773.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 768 ; Conseil législatif, 767.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Cité de Sherbrooke, 771 ; H. M. Allan, 771 ; H. S. Mussen et al, 772 ; Mount Royal Club, 772 ; Succession Susan McVey, 771 ; The Charlemagne Traction and Power Coy, 771 ; Cité de Sorel, 772 ; La Cie de chemin de fer de Jonction de Napierville, 771.

FAILLIS :—Bergevin, 790 ; Carignan, 777 ; Dme Tousignant, 789 ; Derome & O'Brien, 777 ; Drolet et al, 777 ; Flynn, 777 ; Gourdeau & Cie, 777 ; Ouellet & Cie, 790 ; Samson & Forget, 789 ; Sabourin, 776 ; Sirois, 790 ; St. Jean, 790 ; Thibaudeau, 790.

LETTRES PATENTES :—The Charlevoix Lumber Coy, 766.

NOMINATIONS :—Cour des commissaires :—Bellechasse, 764.

Commissaire d'écoles :—Saint-Jean Port Joli, comté de L'Islet, 764.

Conseil du Roi :—Section de Saint-François, 764.

Greffier de la Cour de Magistrat :—Comté de Matane, 763.

Juges de paix :—Beauce, 764.

Membres du Conseil des Arts et Manufactures :—Province de Québec, 764.

Membre du Conseil d'Agriculture :—P. Tourigny, 763.

Shérif :—Saguenay, 763.

PROCLAMATIONS :—Canton Guerin, érigé, 764.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—Cantons Bagot, 766 ; Denonville, 766 ; Simard, 766.

VENTE PAR LICITATION :—Camirand vs Dme Martin, 778.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 17.*

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Ayotte vs Bédard, 774 ; Belknap vs Noyes, 775 ; Duclos vs Roy, 774 ; Gagnon vs Couture, 775 ; Giguère vs Tessier, 774 ; Goldstein vs Schwartz, 775 ; Grenier vs Blais, 775 ; Guilbault vs Prézeau, 774 ; Hevey vs Boileau, 775 ; Labrecque vs Lafontaine, 773 ; Merrette vs Gauthier, 776 ; Moffatt vs Brown, 776 ; Robitaille vs Voyer, 776 ; Thibaudeau vs Duff, 774 ; Trépanier vs Bédard, 776.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dame Maranda vs Blouin, 773 ; Pelletier vs Dme Levesque, 774.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 763.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Quebec Central Railway Coy, 773.

ASSOCIATION AUTHORIZED :—The Galician Benevolent Association, 767.

NOTICE :—Shawinigan Falls Bric Mfg Co, 772 ; Resolution ;—Municipal Council of the county of Drummond, 773.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 768 ; Legislative Council, 767.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—City of Sherbrooke, 771 ; H. M. Allan, 771 ; H. S. Mussen et al, 772 ; Mount Royal Club, 772 ; Estate Susan McVey, 771 ; The Charlemagne Traction and Power Coy, 771 ; City of Sorel, 772 ; The Napierville Junction Railway Coy, 771.

INSOLVENTS :—Bergevin, 790 ; Carignan, 777 ; Dme Tousignant, 789 ; Derome & O'Brien, 777 ; Drolet et al, 777 ; Flynn, 777 ; Gourdeau & Cie, 777 ; Ouellet & Cie, 790 ; Samson & Forget, 789 ; Sabourin, 776 ; Sirois, 790 ; St. Jean, 790 ; Thibaudeau, 790.

LETTERS PATENT :—The Charlevoix Lumber Coy, 766.

APPOINTMENTS :—Commissioner's Court :—Bellechasse, 764.

School Commissioner :—Saint Jean Port Joli, county of L'Islet, 764.

King's Counsel :—Section of Saint Francis, 764.

Clerk of the Magistrate's Court :—County of Matane, 763.

Justices of the peace :—Beauce, 764.

Members of the Council of Arts & Manufactures ;—Province of Québec, 764.

Member of the Council of Agriculture :—P. Tourigny, 763.

Sheriff :—Saguenay, 763.

PROCLAMATIONS :—Township Guerin, erected, 764.

CROWN LANDS, CANCELLATION :—Townships Bagot, 766 ; Denonville, 766 ; Simard, 766.

SALE BY LICITATION :—Camirand vs Dme Martin, 778.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Farley vs Lafleur, 780 ; Lambert vs Robitaille, 780.

BEAUCHE :—Bilodeau vs Pomerleau, 781 ; Drouin, failli, 781.

CHICOUTIMI :—Amyot & Gauvin vs Genest, 782 ; La ville de Chicoutimi vs Dme Guay, 781.

IBERVILLE :—McGinnis vs Dme de Kéroack, 783.

KAMOURASKA :—Dumais ès-qual vs Dme Taché, 784.

MONTMAGNY :—Pouliot vs Bernier, 784.

MONTRÉAL :—Dme Sancer vs Ouellet, 784 ; Rév. Messire Dagenais et al vs Corbeil, 785 ; The Managers of the Ministers widows and Orphan Fund of the Synod of the Presbyterien Church of Canada vs Dme Foster, 786.

QUÉBEC :—Dubeau vs Dme Bilodeau, 787 ; Vézina vs Hamel et al, 786.

RICHELIEU :—Bergeron vs Roy, 787.

SAINT-FRANÇOIS :—Bégin vs St. Pierre et al, 788.

TERREBONNE :—Dme Chapleau vs Pepin et al, 788.

TROIS-RIVIÈRES :—Caron vs Dupont, 789 ; Dme Rivard vs Houle, 789.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Farley vs Lafleur, 780 ; Lambert vs Robitaille, 780.

BEAUCHE :—Bilodeau vs Pomerleau, 781 ; Drouin, insolvent, 781.

CHICOUTIMI :—Amyot & Gauvin vs Genest, 782 ; The town of Chicoutimi vs Dme Guay, 781.

IBERVILLE :—McGinnis vs Dme de Kéroack, 783.

KAMOURASKA :—Dumais ès-qual vs Dme Taché, 784.

MONTMAGNY :—Pouliot vs Bernier, 784.

MONTRÉAL :—Dme Sancer vs Ouellette, 784 ; Rév. Messire Dagenais et al vs Corbeil, 785 ; The Manager of the Ministers widows and Orphan Fund of the Synod of the Presbyterien Church of Canada vs Dme Foster, 786.

QUÉBEC :—Dubeau vs Dme Bilodeau, 787 ; Vézina vs Hamel et al, 786.

RICHELIEU :—Bergeron vs Roy, 787.

SAINT FRANCIS :—Bégin vs St. Pierre et al, 788.

TERREBONNE :—Dme Chapleau vs Pepin et al, 788.

THREE RIVERS :—Caron vs Dupont, 789 ; Dme Rivard vs Houle, 789.